

## DELIBERATION DU COMITÉ SYNDICAL

N°01/2026

**OBJET :**  
**Règles pour les**  
**contrôles de**  
**conformité des**  
**branchements à**  
**l'assainissement**  
**collectif**

**Date de convocation :**

Nombre de délégués  
En exercice : 13  
Présents : 9  
Procuration : 1  
Votants : 10

L'an deux mil vingt-six,

Le 12 janvier à 20 heures 00,

Le Comité syndical, légalement convoqué, conformément à l'article L5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales s'est réuni au siège du syndicat à Auvers-sur-Oise en séance publique sous la présidence de M. Pierre-Edouard EON.

Etaient présents : Dominique BERNARD, Jean-Pierre COURTOIS, Alexandre DOHY, Pierre-Edouard EON, Bruno MACE, Nadège MAGNE, Hubert MARCHAIS, Eric MONTAGNIER, Jean-Pierre OBERTI, délégués titulaires, des communes membres, formant la majorité des membres en exercice.

Gilbert POLARD à titre consultatif.

Absents excusés : Jérôme FRANCOIS qui donne pouvoir à Nadège MAGNE, Sébastien HUART, Abel LEMBA DIYANGI, Isabelle MEZIERES.

Secrétaire de séance : Bruno MACE.

**Vu** les articles L.1331-1 et suivants du Code de la Santé Publique, permettant à la collectivité de contrôler la bonne exécution des branchements,

**Vu** l'article L 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise les conditions d'établissement des contrôles pour les nouveaux raccordements au réseau public

**Vu** la délibération n° 40/2022 stipulant les règles pour les contrôles de conformité des branchements à l'assainissement collectif,

**Vu** le règlement du service de l'assainissement collectif du SIAVOS approuvé par la délibération n° 05/2022,

**Vu** la délibération 39/2025 du SIAVOS

**Considérant** qu'il est nécessaire de lutter contre la pollution des milieux naturels par les eaux usées non traitées et contre les apports d'eaux claires parasites dans les réseaux d'eaux usées,

**Considérant** qu'il appartient au SIAVOS d'assurer le contrôle de la conformité des branchements afin de vérifier le respect des dispositions du règlement d'assainissement, notamment la destination des eaux usées et pluviales,

**Considérant** que les contrôles permettent la collecte d'informations essentielles à la gestion du service,

**Considérant** que la description de la situation du bien vis-à-vis de l'assainissement est exigée en cas de vente d'une habitation et qu'il est difficile de renseigner le pétitionnaire sans réaliser un contrôle d'assainissement complet,

**Considérant** qu'il est indispensable et obligatoire de se mettre en conformité conformément aux obligations du Code de la Santé Publique selon l'article L1331-4,

**Considérant** que des pénalités doivent être appliquées en cas de refus de cette mise en conformité conformément à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique,

**Considérant** que le délai de validité des contrôles des nouveaux raccordements sont fixés par l'article L 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales à 10 ans et qu'il pourrait être souhaitable d'harmoniser les délais de validité de tous les types de contrôle

.../...

Après en avoir délibéré, Le Comité syndical, à l'unanimité,

### **Article 1 principes généraux**

**dit** qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017, tous les contrôles de conformité ne sont valablement réalisés sur le périmètre du SIAVOS que sous la maîtrise d'ouvrage publique du SIAVOS, qu'il s'agisse d'une vente, d'une suspicion de mauvais raccordement ou tout autre motif.

**dit** que le certificat de conformité ou de non-conformité du branchement au réseau public de collecte des eaux usées ne peut être valablement délivré que par le SIAVOS.

**précise** que les travaux de mise en conformité du branchement suite au constat dressé par le SIAVOS sont à la charge du propriétaire de l'immeuble concerné.

**dit** que le constat de conformité est réputé valide si la date de réalisation du contrôle est antérieure de moins de 10 ans au jour de la signature du compromis de vente du bien concerné.

**précise** que la règle précédente s'applique pour les contrôles réalisés postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2021,

**dit** que le constat de non-conformité reste valide jusqu'à l'émission d'un constat de conformité pour le même bien.

**précise** que le délai de validité est indiqué sur les constats rédigés par le syndicat.

**dit** que les tarifs d'un contrôle simple, d'une contre visite, d'un déplacement seul et des frais de gestion sont fixés par délibération du Comité.

**dit** que pour le contrôle d'habitats collectifs ou en cas de demandes groupées entre 3 et 10 logements à la même adresse, le coût total des contrôles sera diminué du coût des déplacements sauf 2 selon la formule suivante :

$$\begin{aligned} \text{Facturation} &= \text{nbre de logements} \times \text{coût contrôle simple} \\ &\quad - (\text{nbre de logement}-2) \times \text{coût déplacement seul} \end{aligned}$$

**dit** que pour le contrôle d'habitats collectifs ou en cas de demandes groupées de plus de 10 logements à la même adresse, le coût total des contrôles sera diminué selon un devis établi en fonction du temps passé par rapport à des contrôles individuels.

### **Article 2 délais de remise en conformité**

**dit** que le délai de remise en conformité est de 4 mois, renouvelable une fois sur justification expresse du propriétaire.

**précise** que, pour les non-conformités relevant de la responsabilité d'une copropriété ou d'une collectivité, un délai préliminaire de 15 mois maximum permettant l'inscription des travaux nécessaires à l'ordre du jour de l'Assemblée suivante est accordé en amont du délai de remise en conformité.

**précise** que, pour les non-conformités relevant de la responsabilité d'une copropriété et pour les travaux dépassant le seuil de 3 000 €HT par logement, le choix du délai de remise en conformité sera soumis au Comité syndical.

**précise** que la signature d'une convention de travaux suspend le délai de remise en conformité. Tout défaut de paiement réactive le délai initial.

**précise** que le délai de remise en conformité pourra être suspendu sous la justification que la non-conformité ne génère aucune pollution. Le raccordement des eaux pluviales aux eaux usées ne peut pas bénéficier de suspension du délai dans ce cadre.

.../...

### Article 3 pénalités

**mandate** le Président pour appliquer les pénalités prévues aux articles L1331-1 à L1331-8 du Code de la Santé Publique,

**précise**, qu'en cas d'échec de prise de rendez-vous pour un contrôle au bout de 2 sollicitations écrites dont au moins une en recommandé avec accusé de réception, le service imposera une date à l'usager par courrier recommandé. Si le contrôle n'a pu avoir lieu, le coût du déplacement augmenté des frais de gestion syndicaux sera alors facturé à l'usager et ce dernier rentrera dans le champ des pénalités prévues par l'article L.1331-8 du code de la santé publique.

**précise**, qu'en cas de non levée de toutes les anomalies constituant la non-conformité du bien à l'issue du délai imparti par le constat, l'usager rentrera dans le champ des pénalités prévues par l'article L.1331-8 du code de la santé publique jusqu'à preuve de mise en conformité.

**précise** que le syndicat établit chaque année en début d'exercice une liste d'usagers (noms et adresse) en infraction avec le code de la santé publique.

**dit** que la pénalité consiste à facturer au propriétaire du bien et au seul bénéficiaire du syndicat, un montant équivalent au quadruple de la redevance assainissement sur les parts syndicale et fermière de la facture d'eau.

**dit** qu'à partir des consommations trimestrielles de l'année n-1, le syndicat calcule une taxe pour les trimestres où l'usager est en infraction avec le code de la santé publique selon la formule suivante : Pénalité = consommation trimestrielle x redevance assainissement en vigueur au cours dudit trimestre x4.

**dit** que les pénalités calculées pour chacun des trimestres en infraction de l'année n-1 sont additionnées et sont mises à la charge de chaque propriétaire via l'émission d'un titre de recette unique.

### Article 4 : Contrôles lors des ventes

**dit** que ce certificat permet de sécuriser une transaction immobilière, par le constat de la conformité, ou la mise au jour d'une non-conformité, qui entre alors dans le champ de la transaction.

**précise** que ces contrôles sont obligatoires, sur le périmètre syndical, pour toute mutation de bâtiments inclus dans le zonage d'assainissement collectif depuis le 1er avril 2012.

**dit** que le coût du contrôle de conformité des branchements au réseau d'assainissement augmenté des frais de gestion syndicaux seront facturés par le syndicat au propriétaire du bien contrôlé.

**précise** que pour les activités (assimilables domestiques ou non-domestiques), le coût du contrôle de conformité facturé est celui d'un contrôle domestique quel que soit le type de contrôle effectué.

**dit** que le coût de la contre visite permettant la vérification des travaux est pris en charge par le service d'assainissement, si elle est réalisée dans le temps imparti fixé sur le constat. Charge à l'usager de solliciter le syndicat au moins 15 jours calendaires avant la date limite pour obtenir un rendez-vous de contre-visite dans les délais impartis. En revanche, passé ce délai, le coût de la contre visite, augmenté des frais de gestion syndicaux sera facturé par le SIAVOS au propriétaire de l'immeuble concerné.

### Article 5 : Contrôles réalisés à l'initiative du service d'assainissement

**dit** qu'en cas de contrôle réalisé à l'initiative du service d'assainissement pour suspicion de pollution ou tout autre motif, le coût du contrôle de conformité des branchements au réseau d'assainissement est pris en charge par le syndicat.

.../...

.../...

**dit** que le coût de la contre visite permettant la vérification des travaux est pris en charge par le service d'assainissement, si elle est réalisée dans le temps imparti fixé sur le constat. Charge à l'usager de solliciter le syndicat au moins 15 jours calendaires avant la date limite pour obtenir un rendez-vous de contre-visite dans les délais impartis. En revanche, passé ce délai, le coût de la contre visite, augmenté des frais de gestion syndicaux sera facturé par le SIAVOS au propriétaire de l'immeuble concerné.

#### **Article 6 : Contrôles liés à une autorisation d'urbanisme**

**dit** qu'un contrôle de l'ensemble des installations d'assainissement du bien construit ou modifié un an après l'obtention de l'autorisation d'urbanisme ou à l'achèvement des travaux objet du permis de construire, est obligatoire.

**dit** que ce contrôle est aussi obligatoire dans le cas d'une construction d'une piscine quelle que soit la nature de l'autorisation d'urbanisme obtenue.

**dit** que le coût de la contre visite permettant la vérification des travaux sera pris en charge par le service d'assainissement si cette visite a lieu pendant le délai imparti à l'usager sur le constat de non-conformité. Charge à l'usager de solliciter le syndicat au moins 15 jours calendaires avant la date limite pour obtenir un rendez-vous de contre-visite dans les délais impartis. Au-delà de ce délai, le coût de la contre visite, augmenté des frais de gestion syndicaux sera facturé par le SIAVOS au propriétaire de l'immeuble concerné.

#### **Article 7 : cas des copropriétés multi logements**

**Dit** que les logements inclus dans une copropriété multi logements peuvent bénéficier d'une conformité sans limitation de durée si :

- L'immeuble concerné a fait l'objet d'un processus de contrôle mené par le SIAVOS et que ce processus a conduit à la certification conforme de l'immeuble et
- Que la copropriété s'engage à respecter les termes de la convention de certification signée entre le SIAVOS et la copropriété.

#### **Article 8 :**

**précise** que les dépenses et recettes sont inscrites au budget.

**dit** que cette délibération abroge et remplace la délibération n° 39/2025.

**Décide** d'appliquer ces dispositions à partir du 1<sup>er</sup> février 2026 et pour les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à partir du 1<sup>er</sup> février 2026,

.../...

Fait et délibéré en séance les mois, jour et an susdits.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (information et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Copie conforme à l'original.

**Le Secrétaire de Séance,**

**Bruno MACE**

**Le Président,**

**Pierre-Edouard EON**

Certifie exécutoire  
Compte tenu de la transmission  
En sous-préfecture le : 19/01/2026  
De sa publication le : 19/01/2026  
Sur le site du SIAVOS.

